

NOTE SUR LA POLITIQUE MONETAIRE

1^{er} trimestre de l'exercice fiscal 2021

(Octobre-Décembre 2020)



SPIH

OBLIGATIONS BRH
Ak obligasyon BRH, tout jan w genyen!

**FONDS BRH
POUR LA RECHERCHE
ET LE DÉVELOPPEMENT**

 @BRHHaiti



Sommaire

I.	VUE D'ENSEMBLE	2
II.	L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL.....	2
	II.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE.....	2
	II.2 L'ÉCONOMIE HAITIENNE.....	5
III.	LES DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU 1 ^{er} TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2021.....	7
IV.	LES AGRÉGATS MONÉTAIRES AU 1 ^{er} TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2021.....	8
V.	LES RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SYSTÈME BANCAIRE.....	10
VI.	PERSPECTIVES.....	13

I. VUE D'ENSEMBLE

Au 1^{er} trimestre 2021, les effets de la pandémie de covid-19 ont continué de marquer la conjoncture économique au niveau international. En particulier, l'économie américaine a souffert d'une résurgence des contaminations et des décès associés au coronavirus, conduisant à une reprise de l'activité plus faible qu'anticipée. Dans la Zone Euro, l'activité économique est restée plombée par la faiblesse de la demande, tel que traduit par la tendance déflationniste des prix à la consommation. En République Dominicaine, l'économie réelle a continué d'afficher des baisses par rapport à l'année précédente avec toutefois une forte croissance du crédit. Pour ce qui est de produits de base transigés sur les marchés internationaux, en excluant toutefois le riz, une remontée progressive des cours a été observée. Sur le plan national, la détérioration du climat sécuritaire s'est confirmée comme l'un des freins majeurs à la reprise de l'activité économique. Cette dernière a toutefois affiché un léger dynamisme à la faveur des entrées de visiteurs durant les fêtes de fin d'année. Par ailleurs, un décret présidentiel a été publié le 30 novembre en vue de fixer les règles relatives à l'affichage des prix et au paiement en gourdes ainsi qu'à la part des marges bénéficiaires dans la détermination des prix.

C'est dans ce contexte que la BRH a maintenu l'orientation imprimée à la politique monétaire depuis le trimestre précédent, consistant en la mise en œuvre de mesures visant à atténuer des tensions sur le marché des changes et leurs répercussions sur les prix. De plus, la BRH a modifié les normes relatives aux transferts de fonds en vue de formaliser les transactions de change et de mieux protéger les bénéficiaires de transferts.

II. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE GLOBAL

II.1 L'ECONOMIE MONDIALE

Selon les projections du Fonds Monétaire International (FMI), le PIB mondial devrait se contracter de 3,5% en 2020, c'est-à-dire de 0,5 point de pourcentage de plus que ce qui était prévu dans les Perspectives de l'économie mondiale (PEM) d'avril 2020. La pandémie de COVID-19 a eu un impact négatif plus important que prévu sur l'activité au cours du premier semestre de l'année calendaire 2020, et la reprise devrait être plus progressive qu'anticipé. Par conséquent, l'évolution des indicateurs au cours des derniers trimestres de 2020 laisse augurer un ralentissement de la croissance du PIB aux Etats-Unis au premier trimestre de l'exercice fiscal 2021 après le rebond enregistré au dernier trimestre 2020.

En effet, aux Etats-Unis, le quatrième trimestre de l'année calendaire s'est révélé plus difficile que prévu en raison de la résurgence de la pandémie de coronavirus, avec près de 18 millions de personnes contaminées et environ 318 000 morts. Les indicateurs disponibles confortent ce scénario avec notamment des dépenses de consommation des ménages plus faibles que prévu. En effet, d'après les données publiées le mercredi 23 décembre par le Département du Commerce, les dépenses de consommation, qui représentent plus de deux tiers de l'activité économique américaine, ont baissé de 0,4% en novembre 2020 après une hausse de 0,3% (révisée) en octobre. Il s'agit de la première baisse depuis avril 2020. Par ailleurs, les revenus des ménages, eux, ont reculé de 1,1% après une baisse de 0,6% (révisée) en octobre.

Parallèlement, l'inflation annuelle aux Etats-Unis s'est portée à 1,4% en décembre 2020, enregistrant ainsi une baisse de 10 points de base par rapport à septembre. Quant au taux de chômage, il s'est établi à 6,7% en décembre 2020 après avoir atteint 7,8% en septembre 2020.

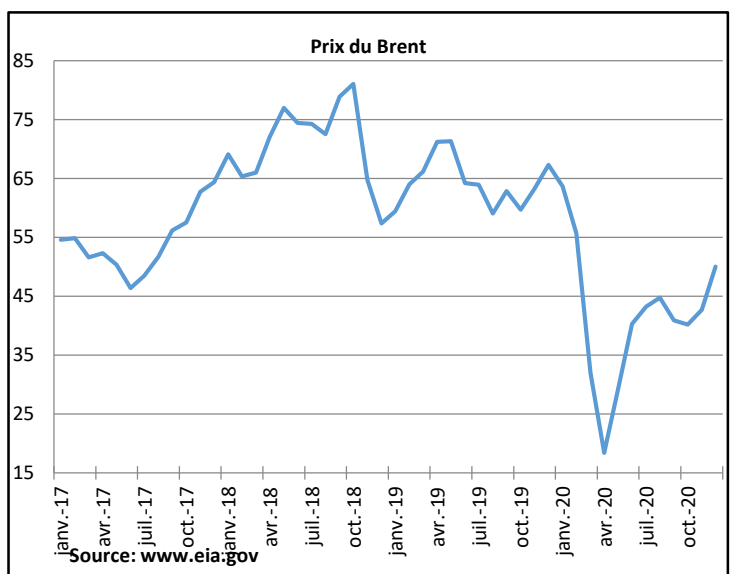
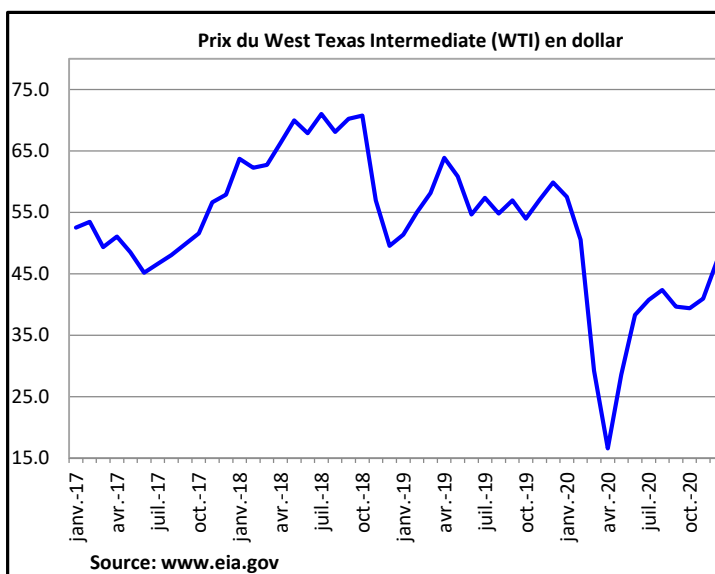
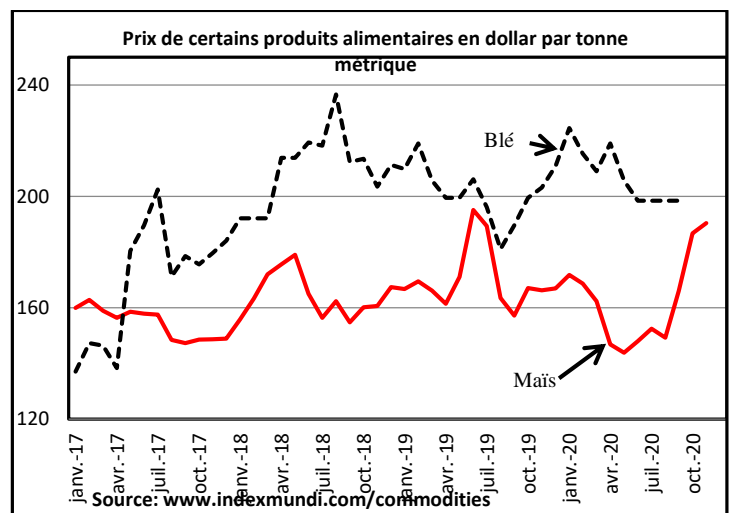
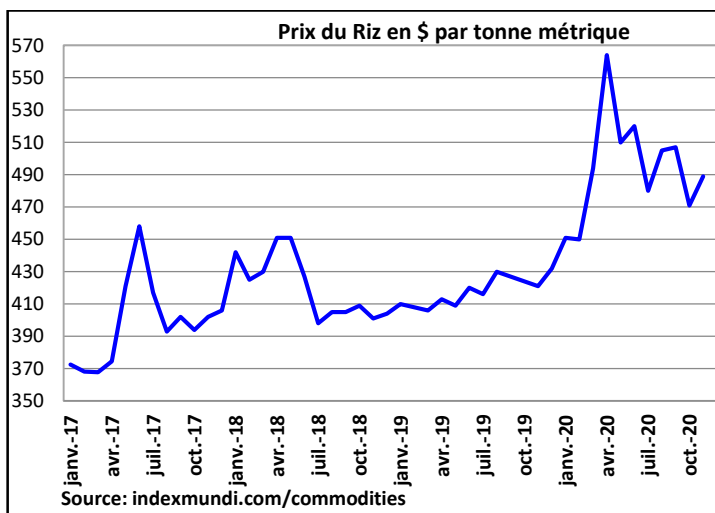
Au niveau de la Zone Euro, entre juillet et septembre 2020, le PIB des 19 pays partageant la monnaie unique a progressé de 12,7 % par rapport au trimestre précédent, soit sa plus forte hausse depuis 1995. Sur un an, le PIB affiche toutefois un recul de 4,3%, signe que le redressement de l'activité n'a pas été complet. Par ailleurs, le taux d'inflation annuel de la Zone Euro pour le mois de décembre est estimé à -0,3%, soit un niveau stable par rapport à novembre 2020. Quant à l'inflation annuelle sous-jacente, elle est ressortie à 0,2% en décembre 2020, nettement en dessous de l'objectif de 2% affiché par la Banque Centrale Européenne.

De son côté, le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, a atteint 8,3 % dans la Zone Euro en novembre 2020, en baisse de 0,1 point sur un mois, mais en hausse par rapport au niveau de 7,4 % de novembre 2019.

En République Dominicaine, l'Indice d'Activité Economique (IMAE) a enregistré un recul en glissement annuel de 4,3 % en novembre 2020, contre des baisses de 6,1% et 5,1%, en septembre et octobre respectivement. De plus, le crédit privé en monnaie nationale a progressé d'une année sur l'autre d'environ 9,0% à la fin de décembre, affichant l'un des taux de croissance les plus élevés de la région. Du fait des mesures assouplissant les conditions monétaires, il y a eu une réduction du taux de prêt moyen pondéré de plusieurs banques, qui est passé de 13,3% en mars à environ 9,8% en décembre. Par ailleurs, l'inflation annuelle en novembre s'est établie respectivement à 5,26%, en hausse de 23 points de base par rapport au taux de septembre 2020. L'inflation sous-jacente, qui exclut les composantes les plus volatiles du panier de base, s'est portée à 4,61% en novembre 2020. Par

conséquent, les autorités monétaires de la République Dominicaine ont décidé de maintenir inchangé le taux directeur à 3% lors de sa réunion de décembre 2020 dans le but de continuer à soutenir la reprise progressive de l'activité économique.

Sur le marché international, l'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est établi en moyenne à 107,5 points en décembre, soit 2,2 pour cent de plus qu'en novembre. Pour l'ensemble de l'année 2020, l'indice de référence, qui suit les cours internationaux des produits alimentaires de base les plus couramment échangés, a atteint en moyenne à 97,9 points, son niveau le plus haut depuis trois ans, ce qui représente une hausse de 3,1% par rapport à 2019. Il reste toutefois toujours inférieur de 25% à son niveau record atteint en 2011. Celui du blé est resté stable autour de 198,42 dollars américains en juin et septembre 2020. En ce qui concerne les produits pétroliers, le prix du baril du Brent a augmenté de 5,21% à 43,23 dollars américains en novembre 2020 par rapport à septembre 2020 tandis que le WTI s'est accru de 3,78% à 41,10 dollars américains au cours de la même période.



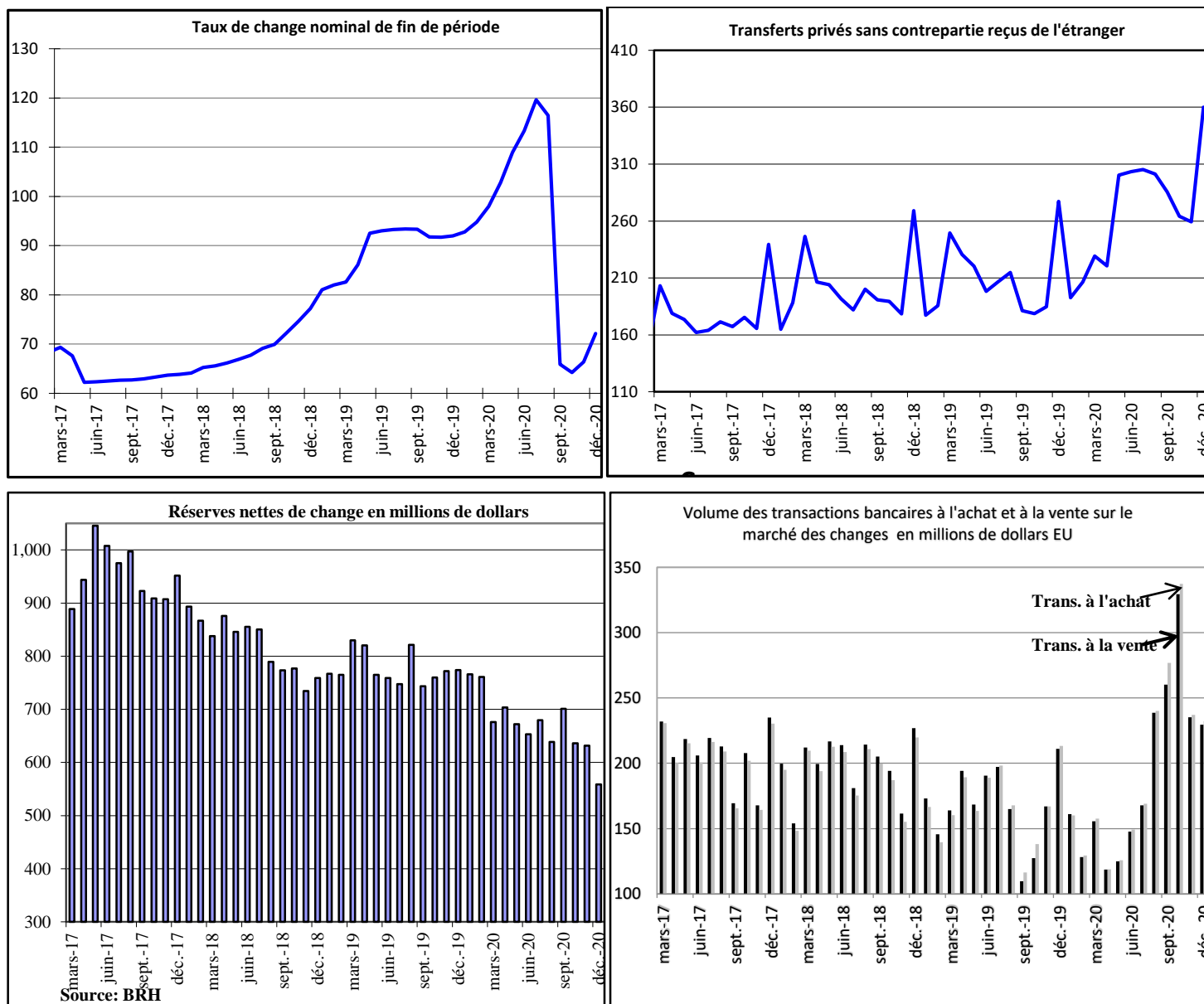
II.2 L'ÉCONOMIE HAÏTIENNE

Au niveau national, la reprise de l'activité économique entamée au cours du quatrième trimestre 2020 a été relativement modérée en dépit de la hausse enregistrée au cours du mois de décembre 2020. Le climat des affaires s'est dégradé au cours du mois d'octobre 2020 en raison des conditions sécuritaires précaires dans le pays. En outre, la baisse des récoltes d'automne et l'irrégularité des pluies qui ont fragilisé le lancement de la campagne agricole de printemps ont contribué au ralentissement de l'activité économique. Toutefois, vers la fin du trimestre, une relative amélioration a été observée sous l'effet de l'augmentation du flux de visiteurs et des transferts privés sans contrepartie ainsi que l'ouverture des frontières avec la République Dominicaine. Ces différents éléments ont eu des incidences positives sur la consommation, la plus importante composante de la demande globale.

Ce comportement de l'activité et, dans une plus grande mesure, l'évolution du taux de change ont été déterminants pour l'évolution des prix durant le trimestre. En effet, la forte baisse du cours du dollar en septembre et octobre, suivie d'une remontée à partir de novembre a été accompagnée de mouvements relativement similaires au niveau des prix. Ainsi, après une inflation mensuelle de -1,2% en octobre, les prix à la consommation ont connu des hausses de 0,5% et 1% en novembre et décembre respectivement. S'agissant du taux d'inflation annuel, il s'est porté à 19,2 % en décembre, en baisse de 6 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent.

Sur le plan du commerce extérieur, les données préliminaires ont montré une augmentation en valeur des importations au cours du premier trimestre 2021 comparativement au premier trimestre 2020. Les importations qui avaient reculé durant le premier trimestre 2020, sous l'effet du phénomène « peyi lòk », semblent avoir retourné à leur niveau normal durant le trimestre sous revue, en témoigne une progression marquée de 40 % en glissement annuel, soutenue essentiellement par l'appréciation de la gourde et l'accroissement des dépenses publiques. Du côté des exportations, la performance enregistrée au premier trimestre 2021 a montré une relative stagnation en dépit du fait que la conjoncture ait changé. Le « peyi lòk » avait affecté les activités dans le secteur de la sous-traitance au premier trimestre de 2020 ; la reprise observée au cours du 1^{er} trimestre de l'exercice 2021, n'a permis de retrouver que le niveau observé à la même période de l'année fiscale précédente. Ce comportement des exportations témoigne d'une rupture de la dynamique de croissance les ayant caractérisées entre 2017 et 2019 où il y a toujours eu une progression en glissement annuel au cours

du premier trimestre, avec un taux moyen de 13%. Par ailleurs, durant les mois d'octobre et de novembre 2020, les transferts sans contrepartie passant par les canaux officiels se sont chiffrés à 523,53 millions de dollars ÉU, soit une baisse de 13,67% par rapport aux deux premiers mois du trimestre dernier. Ces envois de fonds demeurent toutefois en hausse de 44,09% par rapport à la même période de 2019. C'est fort de ce contexte que la gourde a pu afficher un 2^{ème} trimestre consécutif d'appréciation, suite à une baisse de la moyenne mensuelle du taux de change de référence de 17,96%.

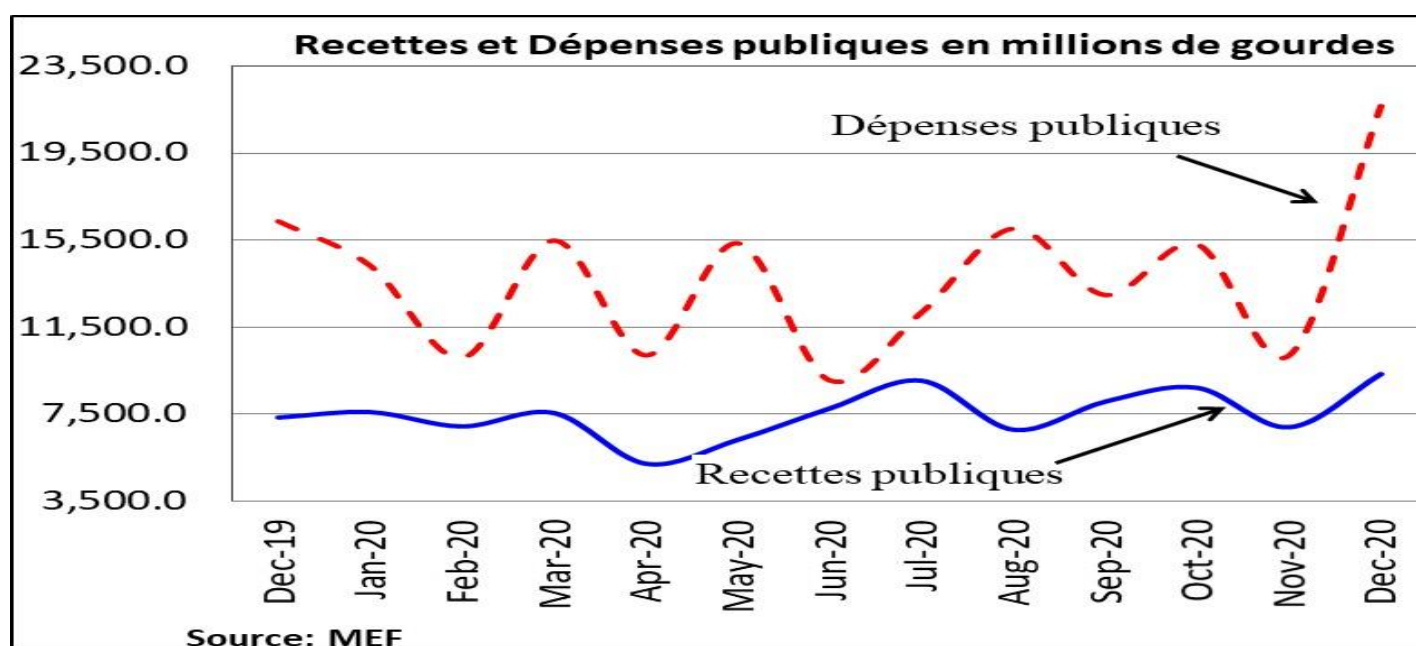


En matière de finances publiques, la situation 30 décembre 2020 est marquée par une hausse simultanée des recettes publiques et des dépenses publiques. En effet, les taxes et impôts collectés

par l'Etat haïtien ont connu une variation trimestrielle de 4,39 % en passant de 23 912,82 MG à 24 963,44 MG. Les dépenses fiscales, de leur côté, ont totalisé 75 599.41 MG contre 56 628,02 MG.

Les recettes fiscales réalisées au cours du premier trimestre de l'exercice, quoiqu'en hausse de 27,24 % par rapport à la même période de l'exercice passé, ont représenté 45,75 % des ressources totales de l'Etat chiffrées à 54 767,74G. Ces dernières n'ont pas pu couvrir les décaissements totaux de 76 333,66 MG dont 47 953,67 MG de dépenses budgétaires au cours du premier trimestre.

Ainsi, cette évolution de la situation des finances publiques s'est soldé par un déficit du Trésor partiellement financé par la BRH pour un montant de 20 673,01 MG en dessous du financement monétaire de 39 308,90 MG fixé dans le cadre du pacte de gouvernance économique et financière signé entre le MEF et la BRH.



III- DECISIONS DE POLITIQUE MONETAIRE AU 1^{ER} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL 2021

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2021, la BRH a maintenu l'orientation imprimée à la politique monétaire depuis le trimestre précédent consistant en la mise en œuvre de mesures allant vers l'atténuation des tensions sur le marché des changes et des répercussions subséquentes sur les prix. Ainsi, la Banque Centrale a procédé au renforcement de la politique de reprise de la liquidité excédentaire au niveau du système bancaire à travers l'augmentation graduelle des émissions de bons BRH et des interventions sur le marché des changes. En effet, à partir des bons BRH dont l'encours était nul à la fin du quatrième trimestre 2020, les Autorités monétaires ont pu stériliser plus de 2,2

milliards de gourdes, gardant inchangés les taux d'intérêt sur ces titres par rapport à leurs niveaux de mars 2020 à 4 %, 6 % et 10 % pour les maturités de 7, 28 et 91 jours respectivement. De même, en décembre, la BRH a réduit à 5 % les exonérations de réserves obligatoires sur les ressources utilisées par les banques pour souscrire aux adjudications de certificats de trésorerie du MEF. Ces exonérations avaient été introduites au début de la pandémie en vue d'inciter l'acquisition des titres publics par les banques et étaient de 20% avant d'être ramenées à 10% en novembre. Ceci a ainsi permis de réduire significativement la libération de liquidité bancaire associée à ces acquisitions.

Parallèlement, dans le but d'alimenter l'offre de devises sur une base régulière, la BRH est intervenue sur le marché des changes à travers des ventes qui ont, en termes nets, totalisé 10,63 millions de dollars, ce qui correspond à l'équivalent d'un montant de 757 millions de gourdes de liquidité excédentaire épongée.

De plus, au-delà des dispositions prises dans l'objectif de renforcer la formalisation des opérations de change sur le territoire national, la BRH a modifié les normes relatives aux transferts de fonds internationaux sans contrepartie à travers la circulaire 114-2. Cette décision participe de la nécessité d'exiger le paiement des transferts privés sans contrepartie en monnaie locale au taux de change de référence afin de protéger les récipiendaires sur toute l'étendue du territoire national. De même, elle se veut un moyen pour la BRH de réduire la désintermédiation au niveau du marché des changes.

IV- LES AGREGATS MONETAIRES AU 1^{ER} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL 2021

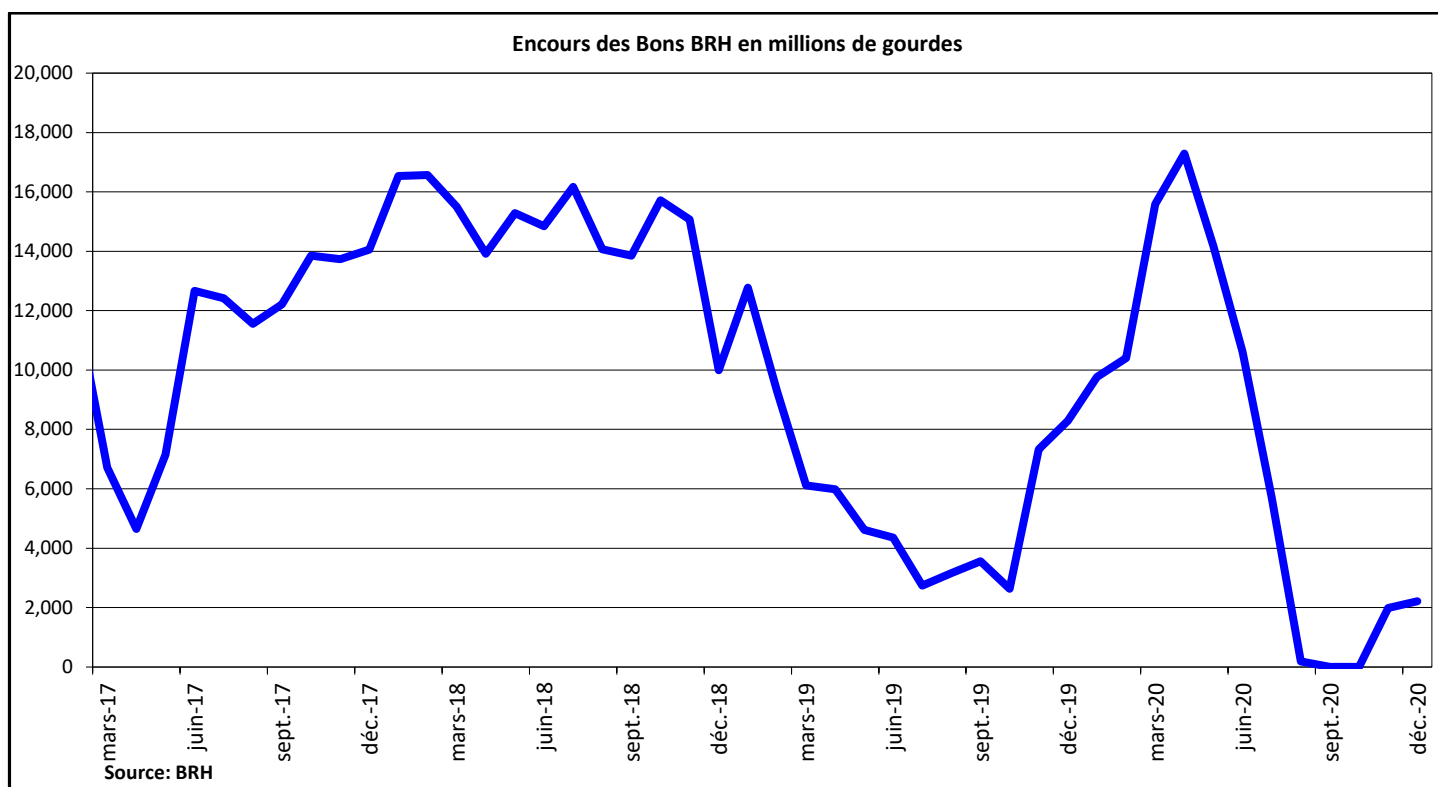
Pour ce qui concerne la situation monétaire, l'accentuation des besoins de financement de l'Etat et le retour à la dépréciation de la monnaie locale ont été déterminants dans l'évolution des différents agrégats. En effet, les données préliminaires du mois de décembre 2020 indiquent une hausse de 3,89% de la base monétaire au sens restreint par rapport à septembre 2020 contre 2,8 % au trimestre précédent. Cette accélération du rythme d'expansion de la monnaie centrale au sens strict reflète principalement l'évolution des réserves en gourdes des banques commerciales à la BRH, lesquelles ont augmenté de 6,96% contre une baisse de 4% un trimestre plus tôt. Pour ce qui est de la monnaie en circulation, elle a d'abord significativement diminué au début du trimestre, passant de 85,5 milliards de gourdes en septembre 2020 à 79,2 milliards en octobre puis à 75,3 milliards en novembre avant de remonter à 86,9 milliards de gourdes en décembre. Le comportement de la circulation fiduciaire en décembre coïncide avec la hausse saisonnière de la demande d'encaisses de transaction au cours des festivités de fin d'année. En ce qui a trait à la base monétaire au sens large, elle a progressé de 9,4%, après une contraction de 18,9% auparavant, sous l'effet conjuguée de la hausse de la valeur en gourdes

des dépôts en dollars des banques (+12,3%) et de celle de l'encours des bons BRH. Cette croissance significative des réserves en dollars des banques exprimées en gourdes tient, pour l'essentiel, à un effet-change car en volume, elles n'ont varié que de 2,7%.

Cette évolution du passif de la base monétaire s'explique surtout par l'augmentation des créances sur le gouvernement central à l'actif du bilan de la Banque Centrale. En effet, es créances nettes de la BRH sur l'Etat ont évolué à un rythme accéléré, soit 21% contre 6,4% un trimestre plus tôt. Cette situation peut être associée à une performance des recettes publiques bien moindre que prévue tandis que les dépenses publiques, notamment celles liées aux salaires et au règlement des engagements envers les compagnies pétrolières ont été maintenues à un niveau relativement élevé. Quant aux avoirs extérieurs nets de la BRH exprimés en gourdes, ils ont légèrement progressé par rapport à septembre (+0,3%), une évolution essentiellement imputable à la hausse du taux de change car leur valeur en dollar ÉU a chuté de 8,2% sous l'effet des interventions de la BRH pour limiter les fluctuations excessives du change.

S'agissant de la masse monétaire, les données remontant au mois de novembre 2020 indiquent une variation de -0,76% de l'agrégat M3 par rapport à septembre pour s'établir à 372,1 milliards de gourdes, après une contraction d'environ 20% au trimestre précédent. Toutes les composantes gourdes de l'offre de monnaie ont diminué à l'exception des dépôts à vue dont le taux d'accroissement s'est inscrit à 18%. Les dépôts en dollars exprimés en monnaie locale de leur côté ont faiblement augmenté (+0,56%), suivant une tendance similaire à celle du taux de change sur la période (+0,66%) tandis que leur valeur en dollar a diminué (-0,10%), dans un contexte de baisse des flux de transferts sans contrepartie sur la même période.

Du côté des contreparties de M3, les avoirs extérieurs nets du système bancaire libellés en gourdes ont diminué à un rythme nettement moindre comparé au trimestre précédent (-4,8% entre septembre et novembre 2020 contre -37,1% au 4eme trimestre), la tendance à l'appréciation de la gourde s'étant inversée à partir du mois de novembre 2020. Parallèlement, les créances du système bancaire sur le secteur public ont crû d'environ 10% tandis que celles sur le secteur privé ont régressé aussi bien en gourdes (-1,8%) qu'en dollars (-0,32%). Cette situation laisse entrevoir un potentiel effet d'éviction, lequel risque de compromettre la reprise de l'activité économique.



V- LES RESULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SYSTEME BANCAIRE

Les données disponibles sur le système bancaire pour les mois d'octobre et de novembre 2020 font état d'une évolution favorable de sa rentabilité ainsi que d'une évolution contrastée du phénomène de dollarisation. Du côté des ressources, le système bancaire affiche une augmentation de 2,8% par rapport à septembre 2020 pour s'établir à 385,5 milliards de gourdes deux mois plus tard. Cette hausse du passif et des fonds propres combinés est principalement tributaire de la progression simultanée des dépôts à vue et de l'avoir des actionnaires qui ont respectivement crû de 9,2% (145,2 milliards de gourdes) et de 3,3% (36 milliards de gourdes).

Par ailleurs, au niveau des emplois du système, ils ont été marqués par la croissance des disponibilités (+2,3%) et des placements dans les titres financiers publics, dont notamment les bons du trésor (+20,7%) et ceux de la BRH (+51,6%). En ce qui a trait au portefeuille net de prêts, il s'est contracté de 2% entre septembre et novembre 2020. Cette situation s'explique surtout par la diminution de 4,3% des prêts en gourdes, passant de 61,8 milliards de gourdes à 64,5 milliards de gourdes respectivement en septembre et en novembre de la même année. En ce qui a trait aux prêts nets en devises converties, ils ont sensiblement progressé de 1,4% (soit 607,781 millions de gourdes), pour s'établir à 43,68 milliards de gourdes, sous l'effet d'une faible augmentation du taux de change. Conséquemment, le ratio « Prêts

nets/Dépôts totaux », un indicateur d'intermédiation bancaire, s'est établi à 34,4% en novembre 2020 contre 36,7% deux mois auparavant.

Au cours des deux premiers mois de l'exercice fiscal 2020-2021, le système bancaire a généré un produit net bancaire (PNB) totalisant environ 4,1 milliards de gourdes contre 3,6 milliards au cours de la même période de l'exercice 2019-20, soit une progression de 14,5%. Cette bonne tenue du PNB résulte uniquement de l'évolution positive des autres revenus qui ont significativement augmenté de 68,2%. S'agissant des revenus nets d'intérêt représentant l'autre composante du PNB, ils ont régressé de 11,5% sur la même période, probablement en raison de la baisse des activités due à la crise du COVID 19 et à la situation sociopolitique du pays. En effet, les revenus et les dépenses d'intérêt du système ont baissé respectivement de 18,7% et 39,9%. Par ailleurs, en raison de l'augmentation plus que proportionnelle du produit net bancaire par rapport aux dépenses d'exploitation, le bénéfice net du système pour la période susmentionnée a atteint 1,1 milliards de gourdes contre 747,2 MG un an auparavant, d'où une progression de 45%.

S'agissant des ratios financiers clés du système bancaire, celui des prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts a atteint 5,59% en novembre 2020, contre 5,05% au 30 septembre 2020, soit une détérioration de 54 points de base.

De même, le ratio « provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs » a baissé, passant de 105,37% au 30 septembre 2020 à 103,45% deux mois plus tard. En dépit de cette légère baisse, les banques demeurent toujours bien provisionnées en cas de défaut de paiements des débiteurs à risque.

En ce qui a trait à la structure financière du système, les dépôts ont davantage financé les emplois du système par rapport aux fonds propres. En effet, l'assise financière du système est passée de 9,28% en septembre à 9,33% en novembre 2020. Dans le même temps, le ratio dépôts en pourcentage de l'actif, qui s'était fixé à 78,32% en septembre, a augmenté de 92 points de base pour afficher 79,4% deux mois plus tard.

En ce qui concerne les ratios de rentabilité du système bancaire, le rendement de l'actif (ROA), sur une base cumulée d'octobre et de novembre 2020, a affiché 1,71% contre 1,12% au cours de la même période de l'exercice précédent. Parallèlement, le rendement des fonds propres (ROE) s'est amélioré, s'affichant à 18,37% sur la période sous-revue, contre 13,29% sur la même période un an auparavant.

En se rapportant au rendement moyen des prêts productifs, une certaine baisse a été constatée. En effet, ce rendement est passé à 10,71% contre 13,00% sur la même période de l'année précédente. Pour sa part, la rémunération des dépôts a connu une évolution défavorable, passant à 0,98% en termes cumulés pendant les deux premiers mois de l'exercice fiscal 2020-2021 contre 1,52% sur la même période un an auparavant.

Au mois de novembre 2020, en se basant sur les trois principaux ratios retenus pour mesurer la dollarisation du système bancaire, nous avons observé une évolution contrastée de ce phénomène. Ainsi, le ratio « dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux » est passé de 58,5 % en septembre 2020 à 56,9% deux mois plus tard. De son côté, le ratio « portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux » a augmenté de 1,4 points de pourcentage à 41,43% en novembre 2020. En ce qui a trait à l'actif en devises converties par rapport à l'actif total, il représentait 49,1% en septembre 2020 et a reculé de 79 points de base pour se porter à 48,3%.

Les données du système bancaire sur la répartition du crédit par secteurs d'activité arrivant à septembre 2020 établissent le portefeuille à 120,9 milliards de gourdes. Les principaux secteurs qui ont contribué le plus à ce niveau de portefeuille sont le commerce de gros et détail (31,16%), les immobiliers résidentiel et commercial (19,34%). À eux deux, ils totalisent environ la moitié (50,5%) du crédit accordé par le système bancaire aux différents secteurs d'activité. Pour ce qui est des autres secteurs, les industries manufacturières, avec une part de 15,7% se retrouvent avec le troisième plus important portefeuille de crédit.

En ce qui concerne l'évolution des taux sur les opérations en gourdes, les données disponibles ont montré que ceux sur les prêts se sont établis en moyenne à 14,50% au mois de décembre contre 18% en septembre 2020. De leur côté, les taux d'intérêt moyens sur les dépôts à terme (DAT) ont atteint 2,75% au mois de décembre, soit le même niveau par rapport au quatrième trimestre 2020. De ce fait, le spread d'intermédiation financière sur les opérations en gourdes a chuté, en passant de 15,25% au quatrième trimestre 2020 à 11,75% au premier trimestre 2021.

S'agissant des opérations en devises, les taux d'intérêt sur les prêts se sont fixés à 10,15% en décembre 2020 contre 10,75% en septembre de la même année. Du côté des taux sur les DAT, ces derniers ont considérablement reculé, passant de 0,13% au quatrième trimestre de l'exercice 2020 à 0,02% au premier trimestre 2021. Ainsi, la marge d'intermédiation sur les opérations en dollars a régressé passant de 10,62% en septembre contre 10,13% au mois de décembre 2020.

VI- PERSPECTIVES

À court terme, les perspectives de l'économie haïtienne dépendent de l'évolution de la situation sociopolitique et sécuritaire. En effet, ces deux aspects devraient peser significativement sur l'atteinte des objectifs en termes de croissance économique et de recettes publiques avec, in fine, des répercussions sur le plan monétaire. C'est en ce sens que la BRH entend adapter la politique monétaire aux développements de la conjoncture tout en utilisant les instruments à sa disposition en vue de sauvegarder les acquis en termes de stabilisation interne et externe de la monnaie. Au-delà de sa posture monétaire, la Banque centrale entend également poursuivre ses efforts en vue de moderniser le système de paiement et de favoriser une plus grande inclusion financière.